

Conseil du Centre

79^e session, Turin, 27-28 octobre 2016

CC 79/3/4

POUR INFORMATION

TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Plan de l'audit pour 2016



**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail
PLAN D'AUDIT
Exercice 2016**



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

À propos du Plan d'audit:

Ce plan d'audit doit nous guider dans l'accomplissement de notre fonction d'audit au Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail pour l'année civile 2016. Plus spécifiquement, ce plan présente les objectifs de notre audit, qui sont basés sur les fonctions prescrites; les tâches d'audit essentielles, fondées sur notre approche et notre méthodologie de l'audit; les étapes de l'audit; et enfin la gestion des ressources de l'audit. Ce plan d'audit expose également la trajectoire de notre audit sur la base des résultats de notre mission de vérification initiale menée en juin 2016, au commencement de notre mandat, trajectoire qui est appelée à évoluer avec l'avancement de notre audit, ce qui veut dire que ce plan est un document évolutif.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Table des matières

Mandat et portée de l'audit.....	3
Objectifs généraux de l'audit.....	3
Approche et méthodologie de l'audit	4
Perspectives de risque initiales	9
Génération de revenus et gouvernance du programme de formation	9
Les processus d'établissement de rapports financiers et d'information essentielle.....	10
Gestion de la technologie de l'information.....	11
Administration des achats	12
Seuil de signification de l'audit.....	14
Activités prévues	15
Les principaux produits de la vérification	17
Étapes importantes de l'audit.....	18
Autres services d'audit.....	18
Activités prévues sur le terrain	19
Gestion de l'audit	19



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Mandat et portée de l'audit

1. Le Conseil d'administration du BIT a désigné le Président de la Commission de vérification des comptes de la République des Philippines (COA) comme commissaire aux comptes de l'OIT pour les exercices 2016 à 2019, cette désignation prenant effet le 1^{er} avril 2016 et couvrant une période de quatre ans.
2. Conformément au Règlement financier du Centre international de formation de l'OIT, appelé dans ce document «le Centre», le commissaire aux comptes de l'OIT est aussi le commissaire aux comptes du Centre.
3. Le chapitre IX du *Règlement financier* du Centre fixe les termes de référence gouvernant l'audit externe. Il stipule entre autres que le commissaire aux comptes doit présenter au Conseil un rapport sur l'audit des états financiers du Centre et sur toutes les questions qui doivent être portées à l'attention du Conseil.

Objectifs généraux de l'audit

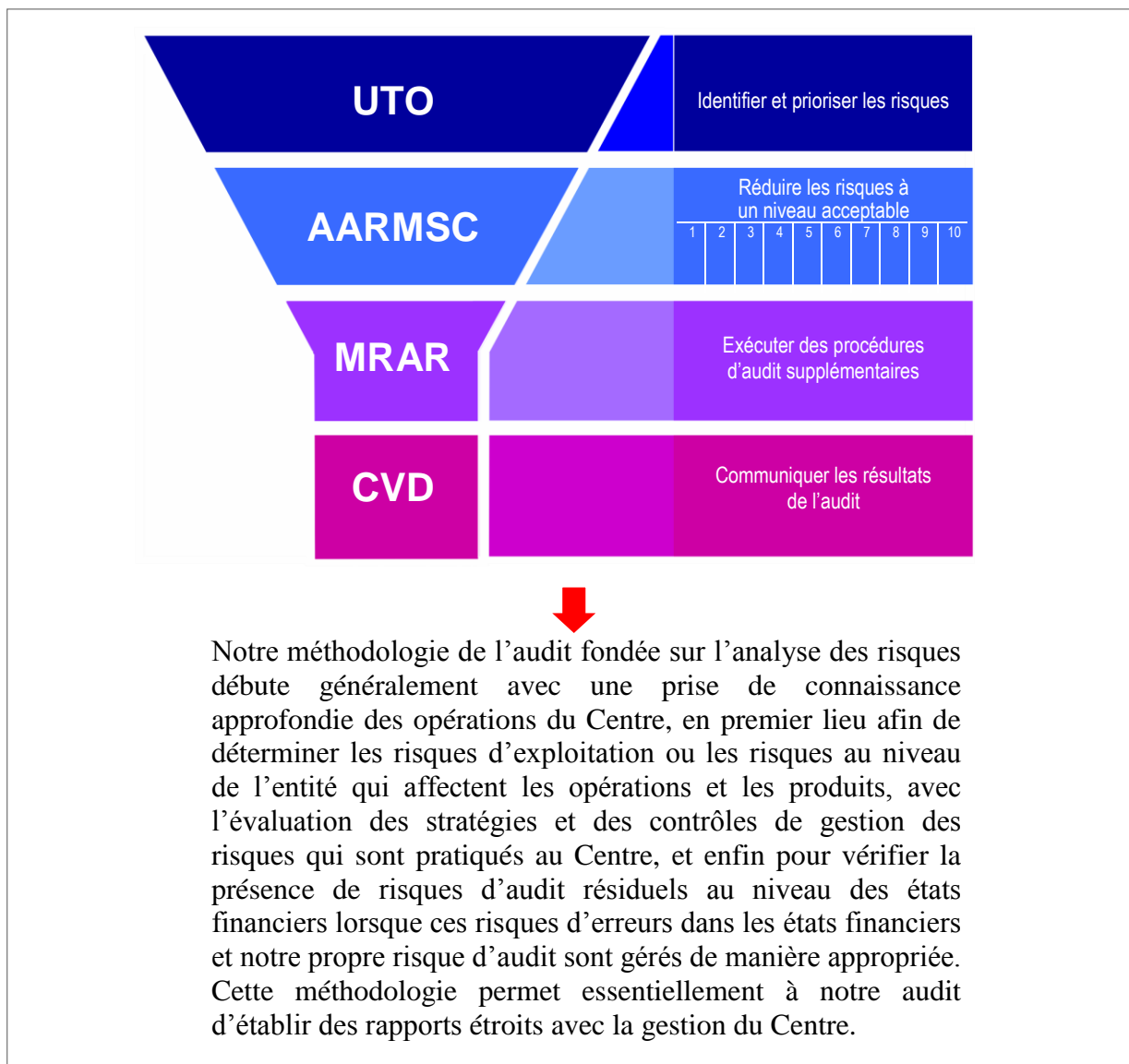
4. Les objectifs généraux de notre audit consistent à:
 - a. fournir une opinion indépendante déterminant:
 - i. si les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de la comparaison du budget avec les montants réels pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS);
 - ii. si les états financiers du Centre ont été préparés en conformité avec les politiques comptables énoncées;
 - iii. si ces normes comptables ont été appliquées sur la même base qu'au cours de l'exercice précédent;
 - iv. si les opérations dont nous avons eu connaissance au cours de notre audit des états financiers ont été effectuées, sous tous leurs aspects significatifs, conformément au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants du Centre.
 - b. formuler des observations concernant l'efficacité des procédures financières, du système comptable, des contrôles financiers internes et, plus généralement, de l'administration et de la gestion du Centre (chapitre IX du Règlement financier).



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Approche et méthodologie de l'audit

5. Conformément aux prescriptions des Normes internationales d'audit (ISA), nous appliquerons l'approche fondée sur l'analyse des risques à l'audit des états financiers du Centre ainsi que de sa gestion opérationnelle. La méthodologie qui permettra de pratiquer cette approche alignera plus étroitement le processus de notre audit sur les besoins du Centre: poursuivre le renforcement de la gouvernance, en particulier dans le domaine de l'information financière; apporter aux utilisateurs de ses états financiers un plus haut niveau de garanties concernant la conception et le fonctionnement des processus opérationnels; et nous permettre d'effectuer avec davantage d'efficacité et d'efficacités un audit des comptes et des ressources du Centre qui soit conforme à ses objectifs redditionnels. La méthodologie de l'audit fondée sur l'analyse des risques que nous utiliserons est décrite dans le diagramme ci-dessous:

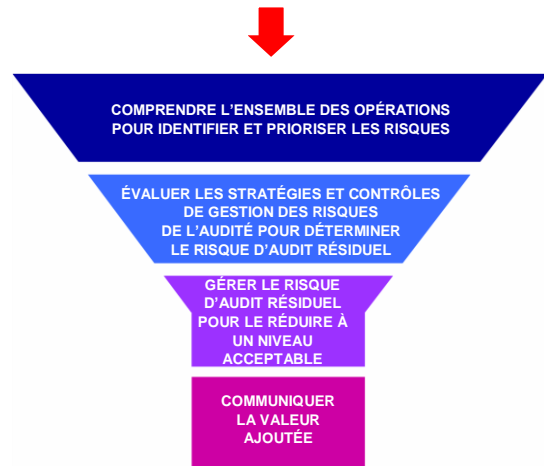




République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

6. Dans la mise en œuvre de la méthodologie de l'audit fondée sur l'analyse des risques, nous emploierons les procédures systématiques et logiques suivantes:

A. La méthodologie d'audit que nous utilisons assure, avant que soit entrepris le travail sur le terrain, l'identification des risques majeurs au niveau de l'entité (risques stratégiques) qui peuvent avoir un impact sur la gestion de nos missions d'audit et sur d'autres facteurs de planification du processus d'audit, tels que la compétence et l'indépendance. De plus, nous évaluons au préalable la complexité de la technologie de l'information de notre client, ainsi que la pertinence et l'efficacité de l'utilisation des travaux de l'expert en audit des TI et du vérificateur général interne décrits comme « autres travaux ». C'est également à ce stade que nous établissons le budget de temps de l'audit et le plan de contrôle du temps investi, que nous tenons une réunion de planification avec les équipes d'audit et que nous préparons la liste PBC contenant toutes les analyses, lettres de confirmation et autres documents qui seront nécessaires au début du travail d'audit sur le terrain.



B. La compréhension des opérations (UTO) du Centre constitue la majeure partie de notre audit, au cours de laquelle les risques d'exploitation du Centre sont évalués selon différentes perspectives opérationnelles.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

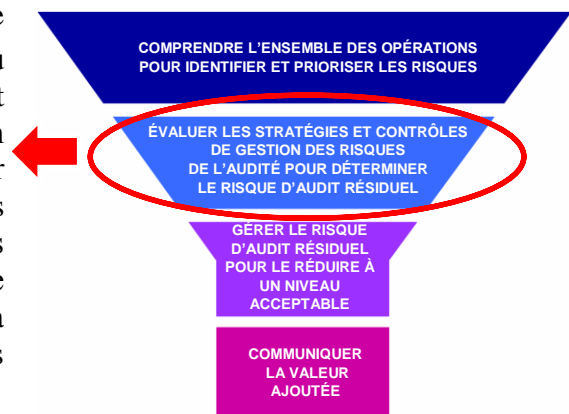


C. C'est au cours de la phase UTO de l'audit que nous établissons le seuil de signification global, le taux d'erreur tolérable et la liste des marges d'ajustement. Dans cette phase, nous effectuerons aussi les procédures suivantes afin de déterminer les risques d'exploitation du Centre:

Évaluation de la gouvernance du Centre, y compris l'évaluation de l'efficacité du processus de gestion des risques

- c. Évaluation de la situation opérationnelle du Centre, des facteurs clés de réussite stratégiques et opérationnels, et des risques au niveau de l'entité
- d. Examen des performances, mesures du rendement opérationnel et activités de suivi
- e. Analyse de la topologie des risques du Centre
- f. Documentation des risques
- g. Liaison des risques d'exploitation du Centre avec le risque d'états financiers, incluant l'analyse du processus d'identification par le Centre des jugements et estimations qui peuvent avoir une incidence sur les états financiers, y compris sur les déclarations.

D. La deuxième phase de notre méthodologie d'audit concerne l'évaluation de la gestion et du contrôle des risques exercés par le Centre en rapport avec ses risques d'exploitation, ainsi que de son contrôle du risque d'états financiers, en particulier des risques d'erreurs relatifs aux processus d'information critique, de présentation de rapports financiers et d'estimation. La stratégie de vérification des contrôles la plus appropriée sera appliquée au cours de cette phase, où nos risques d'audit seront initialement définis et clarifiés.





République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**



E. La gestion du risque d'audit résiduel fait partie de la troisième phase de notre audit, au cours de laquelle les risques d'états financiers critiques sont gérés de manière adéquate grâce à des contrôles supplémentaires pour réduire les risques à un niveau suffisamment bas. C'est ici que s'élabore la réponse de l'audit en cas de divergence inappropriée par rapport à la pratique normale occasionnant des risques d'anomalies dans les états financiers dues à l'erreur ou à la fraude. Ces risques peuvent résider dans les processus, jugements et estimations critiques, le processus d'établissement des rapports financiers incluant les déclarations. Des procédures analytiques seront également menées à ce stade afin que les comptes « matériels » à faible risque respectent les normes ISA concernant les procédures de corroboration minimales qui doivent être appliquées à ces comptes.

F. La communication de la valeur ajoutée de notre audit est la dernière phase de notre méthodologie d'audit. Cette phase concerne la discussion des constatations et de la conclusion de l'audit avec la direction du Centre en vue de leur résolution. Si la communication avec la direction est maintenue par nous dès la première phase de notre audit, cette dernière phase est particulièrement importante à cause de la nature des résultats de l'audit, qui est fondamentalement liée à une présentation fidèle des états financiers. Généralement, cette phase de notre audit couvre aussi des activités liées à la préparation et à la présentation du rapport de vérification et de conseil.

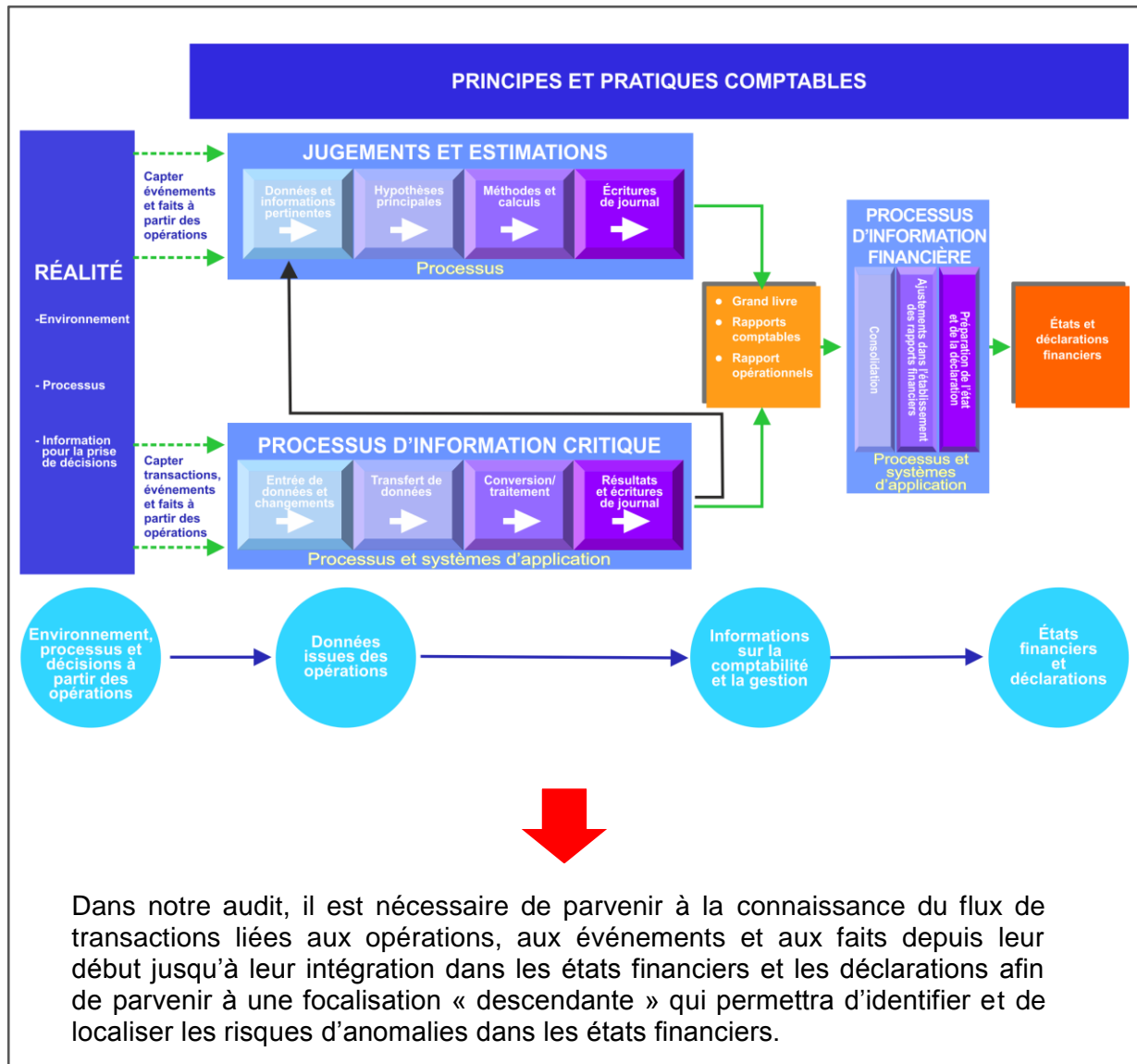


7. Tout au long de notre audit, notre considération première est liée à la détermination de l'intégrité de l'information lorsque nous revoyons l'information soumise par le Centre quant à sa pertinence et à sa fiabilité. Cette préoccupation est la clé de l'aspect subjectif



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

de notre processus d'audit. Plus spécifiquement, ce principe d'intégrité de l'information est appliqué dans le diagramme suivant lorsque l'information est traduite de la réalité jusqu'aux états financiers:





République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Perspectives de risque initiales

8. Au cours de notre mission de vérification initiale, nous avons déterminé, dans les opérations du Centre, un certain nombre de facteurs et de changements pertinents que nous considérons comme les trajectoires de cette mission. Bien que nos observations ne garantissent pas que des risques résident effectivement dans un certain nombre d'aspects opérationnels de la gestion du Centre, nous avons prévu d'intégrer cette information dans notre première visite d'audit sur le terrain – le premier audit intermédiaire de notre mandat, suivi de la vérification de fin d'exercice pour 2016. Ces facteurs et ces changements, qui sont présentés ci-dessous, nous permettront de définir et de clarifier les risques au niveau de l'entité à partir du premier audit intermédiaire et d'établir finalement la topologie des risques du Centre dans notre perspective d'audit:

Génération de revenus et gouvernance du programme de formation

Contexte

institution des Nations Unies chargée de promouvoir la justice sociale, notamment les droits de l'homme et les normes du travail internationalement reconnus. Il assure donc une formation dans des domaines qui favorisent les efforts de l'OIT en faveur du travail décent pour tous et qui garantissent que cette formation destinée au monde entier soit pertinente et appropriée aux aspirations, aux situations et aux besoins locaux.

Le Centre est largement tributaire des ressources acquises par le Département de la formation. En 2015, environ 65 pour cent de l'ensemble des ressources générées par le Centre provenaient de revenus de la formation, alors que 30 pour cent étaient constitués par des contributions fixes du Gouvernement de l'Italie et de l'OIT destinées à couvrir les dépenses de fonctionnement; les 5 pour cent restants étaient générés par la production et la vente de publications et des recettes diverses. Plus de 40 pour cent de l'ensemble des revenus acquis par le Département de la formation provenaient de contrats de l'OIT (signés soit par les départements du Siège, soit par les bureaux extérieurs de l'OIT, soit dans le cadre de projets de coopération technique dirigés par l'OIT), alors que 50 pour cent étaient liés à des contrats signés avec des clients institutionnels ou à des activités financées par des contributions spécifiques de certains gouvernements. Par comparaison directe, les clients individuels finançant eux-mêmes leur formation représentaient moins de 10 pour cent de la clientèle.

De plus, l'exercice financier 2015 a été pour le Centre une année d'équilibre positive, avec une hausse des recettes de 9,8 pour cent par rapport aux résultats de 2014. Cela a été dû, pour l'essentiel, à l'augmentation de 21 pour cent des revenus de la formation, ainsi qu'à la réalisation d'un gain de change sur la contribution de l'OIT et à l'accroissement d'autres recettes.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Perspectives de risque

Génération de revenus et financement. Une évaluation antérieure du risque d'audit a révélé que le Centre continue de faire face à des problèmes de financement et de génération de ressources dus au climat économique actuel et aux besoins de formations spécialisées existant dans de nombreux pays. Le non-respect du Règlement financier du Centre est probable si celui-ci n'a pas été en mesure de mener certaines activités ayant des incidences sur son budget et où des fonds n'ont pas été consacrés à l'usage prévu, ce qui compromet la réalisation de ses objectifs.

Programmes de formation. Le marketing/publicité des programmes de formation est fragmenté, car cette fonction est exercée par unité ou par programme. L'absence d'une stratégie de marketing optimale peut mettre en péril la durabilité des programmes de formation.

Services de publications. Il est possible que la durabilité des services de publications ne soit pas assurée. Cela pourrait être dû essentiellement, entre autres, à des estimations des coûts inexacts ou incomplètes, à une mauvaise gestion des ressources de production, à une diminution de la demande extérieure des services ou à l'absence d'une politique appropriée.

Les processus d'établissement de rapports financiers et d'information essentielle

Contexte

Les états financiers du Centre sont consolidés avec l'OIT et préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et au Règlement financier. La préparation d'états financiers respectant les IPSAS exige que la direction émette des jugements, des estimations et des hypothèses. La direction considère comme importantes les hypothèses et les estimations concernant les provisions pour créances douteuses et la vie utile des immobilisations corporelles. Toutefois, nous avons noté que ces provisions sont fondées sur une probabilité de recouvrements jugée douteuse sur la base des informations disponibles à un moment donné. Les estimations sont limitées, car le Centre procède à une analyse individuelle de chaque compte débiteur au terme d'une certaine période. Quant à la vie utile des immobilisations corporelles, l'estimation est en rapport avec celle-ci. Nous avons toutefois noté que les états financiers conformes aux IPSAS sont également préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, ce qui veut dire que les transactions et les événements sont enregistrés et comptabilisés au cours de l'exercice financier auquel ils se rapportent. Cela exige du Centre qu'il effectue des activités de clôture de complexité diverse.

Perspectives de risque

Jugements et estimations. Les comptes débiteurs et les immobilisations corporelles représentaient respectivement 16 pour cent et 30 pour cent de l'actif global au 31 décembre



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

2015. Les estimations concernant ces comptes peuvent être considérées comme importantes, et elles peuvent correspondre à un risque plus élevé.

Estimations potentiellement importantes qui représentent un risque plus élevé:

- Provisions pour créances douteuses
- Vie utile des immobilisations corporelles

Procédures de séparation des exercices. Il peut arriver que des transactions ne soient pas comptabilisées dans l'exercice financier approprié, qu'il s'agisse de régularisations de recettes ou de dépenses, du fait de la complexité introduite en matière de transactions par les prescriptions des IPSAS relatives à l'établissement de rapports financiers, ce qui peut amener des anomalies dans les chiffres des recettes et des dépenses et fausser les résultats.

Transactions d'achat. Ce flux de transactions concerne l'ensemble des étapes du processus d'acquisition, y compris l'autorisation d'achat, la réception de biens et services et l'enregistrement des dépenses, des créditeurs et des paiements. Les secteurs clés dans lesquels peuvent résider des risques affectant la présentation loyale des états financiers sont les suivants:

- Autorisation d'achat: il est possible qu'elle ne soit pas clairement définie ou qu'elle ne soit pas conforme à la délégation de pouvoir du Centre, qu'il s'agisse du type de biens et de services ou du seuil de coûts de l'acquisition.
- Réception d'une livraison erronée: article (ou quantité) livré différent de ce qui avait été commandé.
- Paiement de biens ou services non reçus: erreur de la part du fournisseur/vendeur, perte en transit ou résultat d'une facture fictive.
- Erreurs dans le montant versé: la vérification de l'achat selon la facture avant paiement n'est pas appropriée.

Gestion de la technologie de l'information

Contexte

Il a été constaté que la technologie de l'information constitue un facilitateur et un moteur stratégique du changement dans la direction stratégique des opérations du Centre. Des améliorations notables ont été apportées au cours des dernières années, parmi lesquelles la restructuration et la réorientation de la fonction de la TI en vue de faciliter une approche de la gouvernance et de la gestion des ressources et des actifs de la TI à l'échelle du Centre et d'établir une feuille de route vers l'excellence des services de TI par la prestation de services modernes, efficaces et rentables, qui soient plus étroitement alignés sur les besoins des opérations techniques et financières du Centre. Afin de répondre au changement de paradigme intervenu dans le monde de l'apprentissage et de la formation, le Centre doit continuer d'évaluer ses modèles de prestation de formations et veiller à ce que des innovations soient mises en œuvre de manière continue. À ce jour, plusieurs projets de TI à



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

grande échelle sont en préparation, qui peuvent avoir un impact au niveau organisationnel, y compris sur les opérations financières, tels que la gestion des activités et des participants (MAP) version 3.0, l'actualisation d'Oracle ERP, ainsi que le renforcement du processus d'achats d'Oracle.

Perspectives de risque

Plan de déploiement de l'actualisation d'ERP. L'actualisation prévue d'Oracle ERP, avec le passage de l'actuelle version 11 d'E-Business Suite (EBS) à EBS 12, n'est pas couverte par un plan de migration formalisé à partir duquel, afin de minimiser les risques d'échec, pourraient être considérés tous les secteurs de l'intervention, tels que des restrictions de sécurité faisant l'objet d'un accord formel, une documentation de formation appropriée et un plan de formation élaboré, des documents de politique de migration de données, des activités d'épuration des données et une politique de repli éventuel pour la migration. L'actualisation prévue pourrait occasionner des erreurs dans la migration de données vers le système actualisé, ce qui donnerait des chiffres erronés et des anomalies dans les états financiers.

Processus de TI pour l'information financière. L'information et les données que reflètent les états financiers sont le produit de liaisons entre des processus manuels et informatiques. La transition d'un processus à un autre est de nature à susciter des préoccupations concernant l'intégrité des données. L'automatisation ou l'actualisation en cours de l'application Oracle peut contribuer à l'efficacité des opérations, mais elle peut aussi avoir une incidence négative sur celles-ci en cas de planification inadéquate de la migration, notamment en matière de sécurité, d'épuration des données, de procédures de vérification et de repli de la migration.

Administration des achats

Contexte

Le Règlement financier du CIF énumère les principes généraux de la passation de marchés:

- meilleur rapport coûts-avantages;
- économie et efficacité en vue d'atteindre à la qualité et à la rentabilité;
- concurrence loyale et ouverte donnant à tous les fournisseurs qualifiés l'occasion de participer;
- transparence et responsabilisation dans le processus de passation de marchés; et
- tout autre intérêt du Centre.

Par ailleurs, les étapes procédurales relevant de la passation de marchés sont annoncées par des circulaires publiées par les services financiers et les services des ressources humaines. Des procédures d'appel d'offres informelles ou formelles sont appliquées, en fonction de la valeur de la transaction.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Il a toutefois été observé que ce processus est largement décentralisé au niveau de chaque unité, à l'exception des achats importants portant sur les contrats de service pour l'entretien du campus et des services d'hôtellerie/cafeteria/autobus.

Perspectives de risque

Le meilleur rapport qualité-prix dans les achats. Le non-respect des procédures d'évaluation effective des offres peut accroître le risque d'évaluations incohérentes et empêcher de parvenir au meilleur rapport qualité-prix.

Politique de gestion des fournisseurs. En tant qu'activité majeure, la passation de marchés implique des transactions dont les conditions peuvent être simples, mais parfois aussi diverses et complexes. Actuellement, les circulaires FINSERV 04/2014 et HRS 11/2012 couvrent respectivement les procédures de passation de marchés pour l'achat de biens/services et de contrats de collaboration extérieure. Ces deux circulaires ne sont pas très explicites sur la gestion des vendeurs/fournisseurs et sur les critères d'évaluation et peuvent ne pas permettre de parvenir au meilleur rapport qualité-prix.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Seuil de signification de l'audit

9. Notre audit nous impose de déterminer un seuil de signification spécifique pour chaque engagement. Ce montant sera également utilisé pour évaluer l'importance des anomalies non corrigées (ajustements et reclassifications *passés*) notés au cours de l'audit. Notre seuil de signification opérationnel initial est présenté ci-dessous:

	Base	Montant
Seuil de signification global	2 % du montant total moyen des dépenses du Centre au cours des deux derniers biennats	759 710 €
Les éléments corrigés et non corrigés supérieurs à ce montant seront signalés à la direction du Centre	5 % du seuil de signification global	37 986 €

10. Nous avons tenu compte des facteurs suivants pour établir le seuil de signification global: les besoins du Centre et des autres donateurs, des représentants gouvernementaux, des employeurs et des travailleurs et des autres organismes multilatéraux. Ce seuil est cohérent avec le seuil de signification global utilisé pour l'audit des états financiers de l'exercice clos en 2015 effectué par notre prédécesseur. Cependant, la mesure quantitative du seuil de signification global n'est pas le seul facteur que nous prenons en considération pour évaluer les anomalies. Des anomalies relativement négligeables pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers en raison de facteurs qualitatifs. Nous informerons le Centre en fin d'année du seuil de signification global final.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
 Vérification externe
Centre international de formation
 de l'Organisation internationale du Travail

Activités prévues

Activités Mission d'audit	Mois											
	2016						2017					
	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai
Évaluation et gestion des risques par la mission de contrôle - Évaluation des indicateurs de risques majeurs - Évaluation du besoin/de l'utilité des travaux des autres - Organiser un budget-temps/réunion de planification												
Analyser les opérations de l'entité vérifiée - Processus de gestion des risques et évaluation du risque de fraude - Analyse des opérations et examen des performances - Analyse des processus d'information critique, y compris l'établissement des rapports financiers - Détermination de l'articulation des états financiers - Examen des PBC												



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
 Vérification externe
Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail

Activités Mission d'audit	Mois											
	2016							2017				
	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai
Évaluer la gestion et le contrôle des risques - Évaluer les stratégies et les contrôles de gestion des risques pour réduire ceux-ci à un niveau acceptable (risques au niveau de l'entité et du processus)												
Gérer le risque d'audit résiduel - Apporter une réponse aux risques d'erreurs identifiés dans les états financiers - Effectuer des sondages de corroboration /confirmation - Effectuer des procédures analytiques sur les comptes importants à faible risque - Examiner l'ensemble des états financiers d'un point de vue rationnel - Effectuer les procédures d'examen ultérieures												



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
 Vérification externe
Centre international de formation
 de l'Organisation internationale du Travail

Activités Mission d'audit	Mois											
	2016						2017					
	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai
Communiquer la valeur ajoutée - Publication du memorandum d'observations d'audit - Publication de lettres de recommandations - Publication du rapport d'audit/rapport d'audit détaillé - Présentation du rapport d'audit au Conseil				→		→			→			

Aux Philippines

Au CIF

Les principaux produits de la vérification

- a. Lors de la conclusion de l'audit, nous fournirons les rapports suivants:
- **Rapport du vérificateur indépendant.** Il s'agit d'une attestation signée relative aux états financiers au 31 décembre 2016; et
 - **Rapport de l'auditeur externe au Conseil.** Il contiendra nos conclusions relatives à l'efficacité des procédures financières, du système comptable, de contrôles financiers et, de manière générale, à l'administration et la gestion du Centre, ainsi qu'à tous les sujets évoqués dans le chapitre IX, article 25, du Règlement financier. Nous fournirons une actualisation des observations des années antérieures et de la mise en œuvre des recommandations. Ce rapport contiendra également les observations et les recommandations de l'année en cours.
- b. De plus, nous fournirons les rapports suivants à la direction du Centre au cours de notre audit:
- **Lettre de recommandations.** Communication dérivée identifiant les possibilités de changements dans les procédures qui pourraient améliorer les systèmes de contrôle interne, simplifier les opérations et/ou renforcer les pratiques d'information financière.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

- **Mémorandum d'observations du vérificateur.** Communication écrite destinée au personnel et aux responsables concernés et les informant des déficiences observées dans la vérification des comptes, des opérations ou des transactions.

Étapes importantes de l'audit

Activité	Période
Mission de vérification initiale	Juin 2016
Présentation du plan d'audit	26-28 octobre 2016
Premier audit intérimaire	Du 24 octobre au 16 novembre 2016
Audit de fin d'exercice	Du 13 février au 8 mars 2017
Certification des comptes signée	3 ^e semaine de mars 2017
Présentation des résultats de l'audit au Conseil d'administration	Mai 2017

Autres services d'audit

En tant que commissaire aux comptes du Centre, nous prévoyons d'effectuer des audits basés sur des demandes émanant des bailleurs de fonds du Centre. Des contrats séparés seront préparés à cet effet.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

Activités prévues sur le terrain

Bureaux à visiter / dates provisoires	Domaines de vérification	Nombre de vérificateurs	Produits de l'audit
Audit intérimaire CIF-OIT Du 24 octobre au 16 novembre 2016	Audit financier: examen du processus d'information financière; états financiers et déclarations pro forma; sondages de corroboration des transactions de janvier à septembre 2016	3	Lettre de recommandations
CIF-OIT Du 13 février au 8 mars 2017	Audit financier de fin d'année: audit des états financiers, notes annexes et feuilles de travail au 31 décembre 2016 Test des soldes et sondages de corroboration des transactions pour 2016	3	Lettre de recommandations Rapport du vérificateur indépendant Rapport détaillé

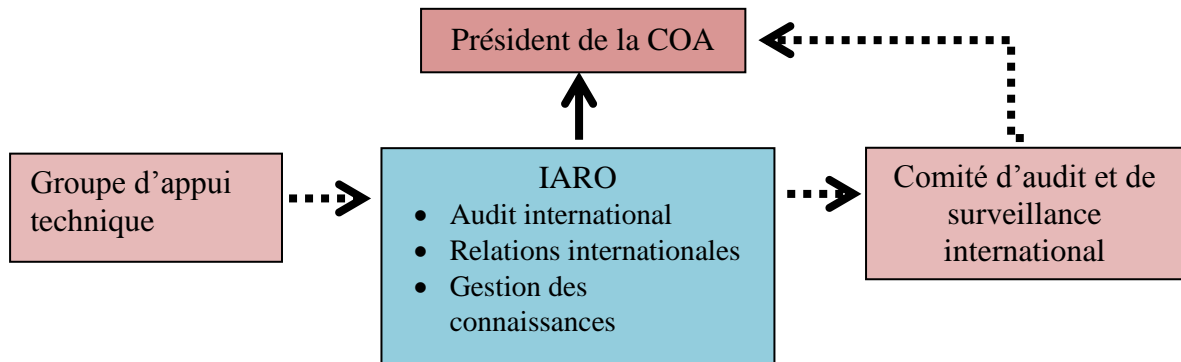
Gestion de l'audit

11. La gestion de nos audits est basée sur une philosophie opérationnelle établie, qui consiste à aligner plus étroitement le processus de ces audits sur les besoins de leur clientèle internationale afin d'améliorer la gouvernance de celle-ci et de fournir aux utilisateurs de ses états financiers de meilleures garanties de l'efficacité des processus de nos clients, dans leur conception comme dans leur fonctionnement. À cet effet, nous avons créé le Comité d'audit et de surveillance international (IARO), qui doit jouer un rôle principal de coordonnateur de la gestion de nos engagements internationaux.



République des Philippines
COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
Vérification externe
**Centre international de formation
de l'Organisation internationale du Travail**

12. La structure de la gouvernance de l'IARO est présentée ci-dessous:



13. L'audit du Centre sera effectué par une équipe composée de vérificateurs professionnels expérimentés appartenant à la Commission de vérification des comptes et employés exclusivement à cet audit. Les stratégies efficaces adoptées dans le déploiement des vérificateurs incluent des associations judicieuses de compétences, des formations techniques appropriées et des mécanismes d'appui adéquats.
14. Afin d'assurer la qualité de l'audit, nous nous conformons aux normes ISA relatives à la qualité des audits. Nos vérifications sont soumises à trois niveaux d'examen, en commençant par le Directeur de l'IARO, assisté par le Groupe d'appui technique. L'examen du deuxième niveau est le fait de l'IARO, qui effectue une série de procédures de contrôle de qualité pour garantir un haut niveau d'intégrité de l'information et des rapports de l'audit avant de le transmettre au troisième et dernier niveau d'examen. Le Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines procède à l'examen final de nos travaux et est également consulté sur les points sensibles, complexes et/ou difficiles.
15. Les membres du personnel professionnel de niveau supérieur qui participent à l'audit du Centre international de formation de l'OIT de cette année sont:
- | | |
|----------------------|--|
| a. Michael Aguinaldo | Président, Commission de vérification des comptes, Philippines |
| b. Lito Martin | Directeur, Vérification externe (IARO) |
| c. Danilo Cabug | Directeur adjoint, Vérification externe (IARO) |